

Ébauches pour la



commune

Ce texte reprend librement des éléments de la discussion sur l'idée de *commune* pendant des « rencontres sur la montagne » à l'été 2015. Il tente de faire faire des propositions sur le fonctionnement d'une *commune* à partir des questions qui peuvent se poser sur la zad de Notre dame des landes, dans son présent immédiat et pour son futur. La discussion n'était pas centrée sur Notre dame des landes et sa richesse tenait à ce qu'elle soit alimentée par des expériences d'autres espaces collectifs. J'ai pris le parti de resserrer la focale de ce texte sur Notre dame des landes pour amener des discussions là-bas. Mais il est possible que les questions qui se posent ici intéressent toutes celles et ceux qui se penchent sur l'idée de *commune* à plus ou moins grande échelle.

Quand nous imaginons ce que pourrait être l'existence d'une

zone autonome nous avons tendance à multiplier les questions et à déployer ainsi la complexité du réel sans toujours s'essayer à y trancher. Certaines propositions faites ici osent s'énoncer de manière un peu plus affirmative. Pourtant cette tentative ne vise pas à clore le débat mais à apporter une pièce de plus pour l'ouvrir, tout comme a pu tenter de le faire le texte «*De la zad aux communaux* ». Le texte reprend quelques problématiques qui sont apparues dans la discussion sur la montagne, pose des constats et ébauche quelques morceaux de réponses possible... Mais il ne prétend en aucun cas traiter exhaustivement des multiples champs d'existence d'une commune. Ce texte fait le choix de ne pas dessiner une commune idéale mais de partir du réel pour essayer de le pousser un peu plus loin et percevoir quelles lignes pourraient se dégager... Quelques illustrations venues d'autres espaces collectifs apparaissent en italique.

Dans ce texte l'idée de *commune*, par opposition à celle de *municipalité*, s'inscrit dans le long héritage des communes révolutionnaires des siècles passés – la commune comme un ensemble d'être humains sur un espace donné qui reprennent en main leur existence et tentent de rompre avec l'ordre social et économique à l'oeuvre. J'ai fait le choix de désigner ici la zad comme une commune, parce que ce terme renvoie à un imaginaire stimulant, qu'il pose une hypothèse, une manière d'appréhender ce qui se vit ou pourrait se vivre ici. Je sais pour autant que ce n'est pas un terme communément partagé et fortement en usage aujourd'hui sur la zad.

Si l'on peut parler, à mon sens, sur la zad de nddl d'une commune en germe c'est sur plusieurs plans :

- la taille (1650ha), le nombre de personnes (environ 200 résident-e-s à peu près permanent-e-s et beaucoup de passages) et de foyers (un soixantaine de lieux de vie). Tout cela renvoie à une échelle qui va au-delà d'une ferme

ou d'une maison collective, d'un squat ou d'un espace autogéré...

- la fragilisation conséquente de la présence et du pouvoir des institutions classiques ainsi que de leur police sur le territoire de la commune. La possibilité pour la commune d'auto-instituer ses propres formes d'organisation et structures collectives.
- la *commune* ne se pense plus ici comme une zone autonome temporaire et ponctuelle, le temps d'une lutte spécifique, d'une fête ou d'une aventure, mais vise à perdurer, à ce que des vies s'ancrent ici.
- la capacité productive de la zad de notre dame des landes et sa volonté de reprise en main d'une partie de ses besoins matériels en les émancipant de l'emprise économique, en collectivisant une partie des terres et outils de production.
- le fait qu'au-delà des questions productives, l'ensemble des rapports sociaux habituels, les formes de soins, de cultures, d'amour, d'habitat et autres puissent être bouleversées et mis en travail ici...En gardant en tête que si ce potentiel de bouleversement existe, il est loin de se concrétiser et de se creuser à tous les niveaux.
- l'existence de divers groupes et assemblées qui s'organisent à différentes échelles sur des aspects variés de la vie de la commune. La perpétuation depuis presque 3 ans d'assemblée générales mensuelles qui touchent aussi bien à la vie de la commune qu'au mouvement de lutte dans lequel elle se constitue.

Si en général l'idée de commune part bien de l'existence d'un espace commun, à l'heure actuelle, **la zad de nddl se conçoit autant comme un territoire partagé que comme un mouvement.** Cette double représentation nous est précieuse.

Au sein de la commune différents groupes et assemblées prennent en charge divers domaines d'activités et de

réflexion : par exemple en partant de l'existant l'assemble sème ta zad sur les questions agricoles et de foncier, le groupe antirépression, le groupe d'automédias...Il peut aussi y avoir des initiatives menées par des groupes affinitaires ou à partir d'assemblée de quartier. Quelle soit leur régularité, les assemblées générales de la commune ne sont pas le lieu où l'on redébat de tout en détail. Elles devraient être là :

- pour rendre compte des travaux et problématiques des assemblées plus spécifiques et groupe d'activités
- pour échanger des infos
- pour débattre et parfois prendre des décisions sur des sujets qui dépassent les commissions plus réduites...

Elles permettent à des groupes avec des visions différentes de la lutte et de l'organisation de la commune d'échanger et de composer.

Les projets communaux ne s'élaborent pas seulement de but en blanc en assemblée, mais aussi en prenant le temps d'aller voir les un-e-s et les autres dans leur logis, de faire passer des propositions par oral et par écrit. Il s'agit d'être attentif à trouver d'autres plans de discussions possibles...

La commune doit pouvoir parfois trancher et s'appuyer sur un certain nombre de principes clairs, sans les figer pour autant. Notre méfiance vis à vis des lois et règlements rigides et du contrôle social, nous pousse à nous méfier des propositions de chartes minutieuses qui pourraient statuer sur la vie de la commune. Mais on se rend bien compte aussi que la commune a besoin parfois de s'appuyer sur des lignes claires et des énoncés communs. Par exemple à l'heure actuelle se débat sur la zad de NDDL un texte qui établit entre autre :

- la volonté partagée, qu'en cas d'abandon du projet d'aéroport, les cabanes et expériences agricoles collectives et illégales puissent subsister,
- mais aussi que les paysans de la zad qui se sont

engagés dans la lutte puissent rester et cultiver sous des formes à divers égards plus classiques.

Beaucoup de gens sentent que se mettre d'accord sur ce texte clarifierait les rapports et permettrait d'aller plus loin. Mais on est encore incertain de ce que signifie prendre à une telle décision à l'échelle de la zad. Si se positionner clairement à ce sujet est plutôt simple pour des orgas partie prenante du mouvement, on rechigne depuis le mouvement d'occupation à prendre des décisions majeures alors que l'on a pas de systèmes de délégation et que tout le monde n'est pas là au moment de l'assemblée. A ce niveau, si on estime qu'un travail d'information et de débat en amont a été fait, que tout le monde connaît le lieu et l'heure de l'assemblée et qu'on y est un nombre suffisant, on doit sans doute admettre qu'un groupe donné puisse prendre des décisions pour la *commune* sans l'aval de tous ses habitant-e-s...quitte à se rendre compte après coup que certain-e-s ne s'y retrouvent pas, et voir ce qui se reconfigure à partir de là.

On a tendance à penser les moments de prises de décision comme chiants, lourds, complexes. **Pourtant, les moments où l'on doit formuler un sens commun, débattre de nos lignes et principes de fonctionnement et trancher entre tous les possibles peuvent aussi faire partie des moments les plus stimulants que l'on ait à vivre collectivement.** Cela ne signifie pas que l'on fige quelque chose pour l'éternité mais c'est important aussi de savoir que nos activités et projets au quotidien, nos stratégies ont des assises, des repères pour un temps donné, que tout ne peut pas être remis perpétuellement en débat.. *Un espace autogéré présent dans la discussion témoigne de la force donnée par le fait de s'appuyer sur un certain nombre de principes communs écrits et rediscutés si nécessaires, mais qui constituent autant de repères et garde fous.. En l'occurrence, dans leur cas spécifique, pas de salariés, pas de subventions, assemblées ouvertes et horizontales, prix libre ou pas de prix d'entrée au dessus-de tant, soutien systématique aux autres squats...*

La commune doit sans cesse travailler à renforcer les liens de confiance en son sein. Une partie des insuffisances des assemblées (manque de présence, difficulté à décider, à s'y organiser...) et des conflits avec leur airs d'indépassable, se résolvent par ce qui se joue ailleurs, au quotidien, dans une attention à aller participer aux chantiers et activités des autres, à les inviter aux nôtres, à aller se causer, à croiser les vies, à partager des danses et repas, au-delà de ce qui peut cliver les un-e-s et les autres dans les processus décisionnels de la commune. La vitalité de la commune tient à la densité des amitiées qui s'y tricotent et à la force des groupes et collectifs de vie qui la constituent. La densité des échanges au sein de la commune permet de partir d'une culture partagée, sensible, et pas seulement des discordes.

Les outils de débat et de prise décision au sein de la commune doivent accepter une certaine souplesse et pouvoir évoluer. Il est par exemple possible d'adopter des outils assez formels à un moment donné et de s'en passer si la confiance et l'interconnaissance entre les gens le permet.

Chacun-e à tout à gagner à s'organiser avec d'autres (par lieux de vie, par affinités, par groupes d'activités) pour discuter avant et après les assemblées, et avoir ainsi la possibilité d'y porter des propositions et points de vue collectifs. Le sens des assemblées et l'intelligence des débats au sein de la commune est aiguisé par la présence régulière d'espaces de débats politiques, philosophiques et historiques annoncés et préparés, ou comme ça vient à l'heure de l'apéro.

La commune repose sur des outils d'informations communs efficaces. Sur la zad, l'énergie accordée au fait de se doter d'un journal commun hebdomadaire, le zad news, est primordiale. Il permet autant les coup de gueules, les mises en débats de

positions politiques et de réalités pratiques que de se passer tout simplement les infos et rv's pour s'organiser. Il permet de s'assurer, même si tout le monde ne vient pas au divers assemblées, que chacun-e ait l'info et la possibilité de le faire, et trouve des compte-rendus de ce qu'il aura loupé. Sans oublier la joie, de retour après quelques semaines ailleurs, de pouvoir s'asseoir au coin du poêle et de se plonger dans les numéros du zad news qu'on a loupé. La radio pirate klaxon, aujourd'hui délaissée sur la zad, a aussi été un média vivant et ultra-réactif, autant pour répondre à une attaque militaire qu'en des temps plus apaisés. *Au sein d'un espace autogéré urbain qui regroupe une centaine de personnes, prendre un « quart » de radio régulier fait partie des tâches collectives sur lesquelles chacun-e est censée s'engager de temps à autre.*

La commune ne veut pas de maire, ni de bureaucratie. Il y aurait beaucoup à dire sur la question du pouvoir et la manière dont il devrait circuler au sein de la commune sans brider les énergies ni s'institutionnaliser, sans renforcer les séparations ni poser de hiérarchies. A défaut de creuser le débat ici, on peut néanmoins en dire quelques mots: des groupes et individus devraient pouvoir porter avec la plus grande énergie des projets, s'adonner avec passions aux tâches communales, s'organiser pour que les assemblées fonctionnent, pour relayer une parole collective ou prendre en charge des questions de secrétariat et de communication – cependant la commune se défiera fort de ce qui peut figer le pouvoir et les « clés » de la commune entre les mains de quelques uns, de manière systématique et durable. *Dans les communautés zapatistes, le fait de participer aux assemblées intercommunales et aux décisions qui s'y prennent est une tâche tournante. Dans le groupe de communication externe de la zad, il a été décidé, afin d'éviter de faire émerger un-e porte-parole fixe, que celles et ceux qui parlaient aux journalistes le fassent sans montrer leur visage ou, quand c'était le cas, qu'ils tournent suffisamment régulièrement pour ne pas figer quelqu'un dans le rôle.*

Comme c'est le cas aujourd'hui avec les assemblées du mouvement, **il est important que la commune ait certains espaces d'assemblée ouverts à ceux qui s'impliquent dans la lutte ou les activités de la commune, sans forcément y habiter stricto sensu.** A chacun-e d'avoir le bon sens d'intervenir ou pas sur un sujet donné, en fonction de sa position et des ses activités dans la commune.

Tout le monde n'aspire pas à s'implanter dans une commune, dans un territoire donné. La commune doit rester ouverte à ceux et celles d'entre nous qui privilégient des vies plus nomades, dont on sait qu'elle repartiront un jour mais qui souhaitent sincèrement prendre part à la commune pour un temps donné. Pour toutes ces personnes, il doit être possible de s'impliquer dans les assemblées et la vie de la commune sans y vivre depuis des années et de ne pas sans cesse se voir répliquer le sempiternel et réactionnaire « *oui mais toi tu n'es pas d'ici* » sous ses différentes déclinaisons.

A contrario, au sein de la commune, les décisions devraient être prises par ceux et celles qui les assument. Toute personne ayant vécu dans des espaces d'auto-organisation ouverts a connu, sous une de ces déclinaisons possible, ce grand classique : la ou les personnes qui débarquent dans une réunion, te donnent de grandes leçons sur la manière dont tu devrais cultiver ton jardin de façon toute autre, focalisent la discussion voir les décisions en ce sens et se barrent deux jours plus tard. Si les assemblées communales sont ouvertes, il devrait y régner une décence commune claire « *si tu ne vas pas assumer les conséquences de tes propos sur la suite de la vie dans la commune, tu n'es pas obligé de la ramener.* » Ou en tout cas qu'une certaine modestie et écoute s'impose aux personnes de passage pour comprendre les ressorts de la commune.

Quelques leçons sur les processus de décisions dans la vie d'un espace rural autonome qui regroupe quelques dizaines de personnes, leçons qui pourraient tout aussi bien s'appliquer à la commune qui cherche se formuler ici : **il se peut bien qu'un petit groupe de résistant-e-s entraînés au réunions se risquent à prendre une décision à 3 heures du mat' alors que tout le monde à quitté l'assemblée. Cela peut toujours marcher. Mais si les décisions ne correspondent pas à une aspiration commune, elles ne seront généralement pas appliquées. A contrario, si le sens d'un projet est évident pour tout le monde, il est tout à fait possible qu'il se mette en place sans passer par des délibérations en assemblée. Enfin, si une décision sur une sujet polémique est prise en informel et tente de s'appliquer sans s'embarrasser de de plus de procédures collectives, il est sacrément possible que ça clashe.**

La commune mise sur une transformation en profondeur de nos formes de vie et imaginaires. Des moments de grands bouleversements et de lutte pour la commune peuvent servir de catalyseurs, mais la commune doit aussi faire la pari du temps nécessaire et durer.

Au sein de la commune, la question de la transmission est essentielle, si l'on veut éviter de figer les rôles, imaginer des tâches tournantes et une réappropriation toujours possible. En ce sens, on ne devrait pas penser un tâche puis sa possible transmission, mais les deux d'emblée dans un même mouvement.

La commune aspire à briser les spécialisations subies et aliénantes mais à laisser libres cours aux passions. La vie au sein de la commune et la réalisation des désirs fous qui nous habitent peuvent nécessiter la mise en œuvre de savoir-faire pointus qui ne s'apprennent pas en une semaine, qui sont parfois même l'oeuvre de toute une vie : du travail du métal à la

charpente, de l'herboristerie à la création musicale, de l'imprimerie à la brasserie On peut apprendre à faire du pain en quelques journées, pouvoir filer la main ou relayer de temps à autre et en rester là. On peut aussi vouloir perfectionner et peaufiner ce savoir pendant les années qui vont suivre par amour de cette tâche et de ce qu'elle apporte à la commune. Il peut y avoir des spécialisations assumées et désirées. C'est par contre rarement le cas en ce qui concerne la tâche de vider les chiottes ou de gérer les poubelles.

La commune implique la délimitation de tâche communales et leur prise en charge la plus partagée par les communardes.

Il est possible pour une commune donnée de discerner un certain nombre de tâches nécessaires à son fonctionnement, absolument profitables à tous et toutes, et dans lesquelles personne ne souhaite se spécialiser. Les tâches en question sont à définir au sein de chaque commune et peuvent évoluer au fil du temps. Il peut s'agir de tâches dont la régularité est fréquente : déchêts, nettoyage des espaces collectifs, distribution du journal de la commune. Il peut s'agir de tâches plus ponctuelles : entretien des chemins, routes et fossés, coupe du bois de chauffe, grandes plantations et récoltes... Nos communes ne veulent pas d'agents communaux, en tant que corps séparé et dédié, comme dans une municipalité classique. Ceci implique donc que chacun-e se sente engager à donner de son temps pour mettre les tâches communales en partage. Il peut s'agir de tâches qui sont prises en charge par un groupe donné et au sein duquel il est souhaitable que les personnes se forment et tournent : comptabilité, soutiens au communard-e-s réprimés par l'Etat, secrétariat et réponse au sollicitations médiatiques... Il peut s'agir d'autres tâches qui n'exigent pas de spécialisation particulière et pour lesquelles ils convient que chacun-e retrouve ses manches de temps à autres ou viennent en nombre lorsqu'un chantier est annoncé. Sur ce plan la commune cherche à trouver un chemin qui s'écarte franchement du modèle soviétique coercitif en mode « *si tu ne*

mets pas les pieds aux champs, t'es bon pour le goulag » tout autant que du modèle libéral dans lequel « tu sais, si tu as vraiment envie tu peux venir nous filer un coup de main ». La commune s'attache à déterminer des formes d'organisation qui facilitent le partage des tâches et à construire une éthique commune de l'engagement.

Pendant les « rencontres sur la montagne », sur une semaine pendant laquelle 150 personnes cohabitent, il est demandé à chacun-e de s'inscrire à minima sur 2 ou 3 tâches collectives : nettoyage des chiottes, vaiselles, déchêts, repas...et d'avoir la possibilité de s'engager plus sur des groupes de coordination de certaines tâches si ça lui dit : l'intendance, la coordination des contenus...De l'avis de toutes les personnes présentes, c'est super confortable de savoir qu'à un moment donné on va se mettre à ces tâches collectives, et que le reste du temps ça va rouler sans que l'on ait trop à s'en soucier.

Les tâches communales ont tout à gagner à s'accompagner de rites festifs. Dans beaucoup de traditions comunales, les tâches saisonnières ou régulières qui nécessitaient ponctuellement la participation du plus grand nombre étaient accompagnées de fêtes, rites et banquets qui donnent sens et joies à ces tâches au-delà de leur pur aspect utilitaire. Ce sont sur la zad les bières et frites après la récolte des patates, les jeux et danses lors des battages, le feux d'artifice à l'arrivée du convoi transportant le hangar collectif...

La commune doit trouver des moyens de réagir aux actes qui la mettent en danger, à ce qui en son sein vient instaurer un régime de terreur ou paralyser les possibilités de partage ou de solidarité.

Témoignage et préambule sur la nécessité d'auto-défense de nos espaces collectifs : de nombreux squats et espaces autonomes sont morts d'une paralysie vis à vis de comportements qui en pourrissait clairement les idéaux et modes de fonctionnement. Certains autres ont survécu parce

qu'ils ont su, entre autre, se doter des moyens adéquats pour mettre à l'amende ou virer de gros relous. A une autre échelle, au cours des années 1970 et pour assurer sa survie, la commune libre de Chistiania à Copenhague a du s'armer et s'organiser collectivement pour expulser les dealers d'héroïne en son sein.

Sur la zad de nddl, la période qui a suivi l'opération César, avec l'arrivée massive de nombreuses personnes solidaires a été un moment charnière et critique. Le manque d'éthique commune, l'hétérogénéité des formes de vie et raisons d'être ici, sans l'interconnaissance et la confiance suffisante ont été source de fortes tensions. Dans ce contexte, un certain nombre de violences et vols exercées, au sein de la commune sur des camarades, ou dans ses alentours sur de potentiels soutiens et complices, ont mis en crise la possibilité de commune. Le défi d'y répondre en se passant de l'Etat, de sa police et ses hopitaux psychiatriques a été évidemment plus complexe et polémique que de répondre quelques mois auparavant à l'attaque d'un ennemi commun clairement identifié. Les réponses ont oscillé dans cette période entre :

- une volonté de s'émanciper des logiques punitives, de miser sur la bienveillance et de renouer d'autres liens avec les auteurs de certaines violences, et plus généralement au sein de la commune.
- une volonté de comprendre ces violences comme le signe de nécessaire remise en question des structures de la commune (ce que cela implique sur la mise à disposition des ressources par exemple),
- un travail de fond pour libérer la parole, la création de groupes de paroles. (sur la question des drogues, des violences sexistes et sexuelles, du consentement...),

- des réponses plus musclées et coercitives pour mettre un frein direct à certains comportements et montrer que si certaines personnes s'obstinaient à jouer aux caïds et à faire de la grosse merde, on allait pas être forcément toujours sympa et compréhensif. Une manière de montrer aussi que si certaines personnes croient pouvoir tout régler par la violence physique, on peut aussi leur répondre en ces termes...quitte à pouvoir reprendre le débat sur de meilleures bases une fois ceci compris.
- le fait d'aller voir en nombre certaines personnes pour leur signifier que plein de monde sur la commune étaient en désaccords avec ce qu'elles faisaient et que ça n'allait pas pouvoir durer comme ça.
- compter sur le temps partagé pour qu'une intelligence collective se trouve petit à petit.

On peut estimer que maintenir une diversité de réponses possibles et complémentaire est plutôt positif et qu'il faut avant tout éviter de laisser pourrir les situations, d'autoriser les plus gros muscles ou les plus grandes gueules à exercer une terreur, ou d'instaurer des milices spécialisées pour y répondre.

Sur ce sujet, on doit tenter de distinguer entre les des actes particuliers dont tout le monde est à peu près d'accord pour dire qu'ils font chier et vont à l'encontre de bases éthiques communes, et les sujets de clivage politique au sein de la commune. Pour le dire autrement le type qui va chourrer deux fois de suite le camion du menuisier du boug d'à coté alors que celui-ci soutient les occupant-e-s, fait de l'avis général de la grosse merde. A contrario, quand certain-e-s d'entre nous estiment qu'il est primordial pour la lutte que les paysans résistants puissent avoir accès à leur champs et que certaines barricades soient enlevés en ce sens, et que d'autres défendent la friche et maintien des

barricades, il s'agit beaucoup plus d'un conflit politique, stratégique et collectif. Dans un tel conflit, les formes diverses formes d'assemblées et discussions informelles, les tentatives de compromis d'un coté et de l'autre peuvent permettre de trouver un consensus. Mais lorsque cela échoue, la commune n'a finalement plus pour choix que de laisser pourrir la situation ou de laisser jouer les rapports de force.

A partir du moment où de nombreux biens sont mis en partage, où la solidarité entre communard-e-s est effective, où l'on se sent portés par une aventure commune, il y a peu de raisons que les communards se volent les un—es- les autres, encore moins que certain-e-s décident de dérober des ressources collectives. Pourtant le sentiment que des inégalités subsistent, les addictions et leurs conséquences, mais aussi parfois un simple individualisme rapace expliquent, entre autres, que des vols se perpétuent parfois au sein de la commune. Sur la zad, la grève des services communaux (pain, internet...) qui a suivi le vol de la caisse collective de la boulangerie, a entraîné de nombreux débats. La réaction adéquate à trouver suite au vol d'une caisse d'oignons destinée à un champs collectif a aussi fait l'objet de maintes polémiques. Fallait-il faire une condamnation collective et formelle ? nommer ou pas l'auteur ? Lui mettre une grosse claquette et récupérer la cagette ?

Il n'est pas aisé de poser des mots sur ces problèmes cruciaux sans prendre le risque de tomber dans un vocabulaire et des ornières propres à la justice d'Etat et aux formes de contrôle social que l'on combat. Mais ne rien risquer de proposer à ce niveau, par autocensure politique, nous semble pire encore. A ce titre, il ne peut qu'être qu'intéressant d'étudier les formes de « justice communautaire » qui se mettent en place au Chiapas ou dans d'autres communautés en lutte et de voir si elles peuvent être inspirantes dans nos contextes.

Par exemple divers groupes privilégient l'idée de réparation sur celles de punition. Trouver une forme pour que le tort fait soit pris en compte, qu'il y soit remédié, tout en affirmant que l'auteur ne sera pas exclu pour autant de la communautés.

La commune se raconte, se chante et se fête. Une commune vivante s'ouvre sans cesse au cours de son histoires à de nouvelles arrivées. Ses fonctionnements et sa mémoire doivent pouvoir être transmises et la commune compte sur de nombreux conteurs-euses pour proposer des tours de terrain et animer des veillées. *Dans le val de susa, des célébrations annuelles marquent les dates importantes de la lutte, font revivre son épopée et matérialisent une histoire commune.*

La commune est le fruit d'une lutte et les pouvoirs en place la vivent comme un kyste à éradiquer ou à absorber. La commune, en tant qu'affront à la logique de ce monde, est tenue à rester en lutte pour subsister. Elle cherche à se propager et établir des solidarités et échanges avec les autres communes. Elle ne cesse de se donner les moyens de son autodéfense. Ce sont les entraînements régulières et l'entretien d'outils : talkie, course d'orientation, médics, radios...qui ont permis entre autre de réagir de manière adéquate à l'opération César en octobre 2012.

Dans un monde de conflit asymétrique, la commune doit s'efforcer de ne pas s'enfermer dans un rapport de force purement militaire. Lors de l'opération césar la résistance physique des occupant-e-s de la zad et les barricades ont été déterminantes. Mais l'échec final de l'opération tient aussi pour beaucoup au soutien populaire, à la bataille de l'information, aux alliances inédites, aux recours juridiques...à tout ce qui fait qu'un Etat ne peut exercer pleinement sa force militaire et que d'autres plans entrent en compte. *Une des réussites les plus marquantes des zapatistes tient au fait d'avoir montré les armes lors du soulèvement de 95 et d'avoir réussi ensuite à continuer la lutte sur d'autres terrains sans*

s'asphyxier dans des formes de guérilla classique.

Nous rêvons que d'autres communes s'ancrent dans d'autres cadres, avec d'autres aspirations... Si le capitalisme cherche à unifier et uniformiser, nous aspirons au contraire à une hétérogénéité de communes, sans copié-collé ni modèles. Si les communes ont tout à gagner à se fédérer, il se peut aussi que certaines communes à venir, bercées par des idéaux réactionnaires, figées dans constructions hiérarchiques et des rapports de dominations essentialisées, nous soient tout simplement adverses.

La capacité d'auto-dérision est un des qualités les plus précieuses de la commune. Une commune qui ne blague plus est une commune moribonde ou en voie de bureaucratisation rapide. L'humour communal n'empêche en rien les formes d'engagement les plus sérieuses qui soient au sein de la commune.

Ps : L'idée de commune peut se propager aussi dans des zones moins délimités et soustraites au pouvoir d'Etat. Des camarades présentes témoignent que sur telle ville de la banlieue parisienne, il y a plein de micro-communes, d'espaces du mouvement, de collectifs en liens les uns avec les autres, mais que l'on y parle plutôt de réseaux que de communes. Ces camarades affirment que cela pourrait leur donner de la force de se penser en tant que « communes », à partir des solidarités concrètes existantes, même au cœur de la bête, même de manière plus éparpillée.

Août 2015 - Pour des retours sur ce texte, écrire à reclaimthead@riseup.net